



1er MAI : LA VOIX DU MONDE DU TRAVAIL DOIT SE FAIRE ENTENDRE !

POUR :

- Une revalorisation générale des salaires d'au moins 400 € net/mois,
- Des garanties d'emploi stable par la relocalisation du travail,
- Une amélioration des conditions de travail,
- Une protection sociale renforcée, universelle et solidaire,
- Une meilleure égalité d'accès à des services publics à la hauteur des besoins

MANIFESTONS LE 1ER MAI :

A **Blois** aux Escaliers Denis Papin à **10H30**
A **Romorantin** aux Halles à **10H30**
Meeting à **Vendôme** – Plaine des Rottes à **16H00**

Le 1^{er} mai est depuis plus d'un siècle, une journée internationale de luttes revendicatives des travailleurs, qui dans chaque pays du monde, manifestent pour de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, du travail pour tous, pour l'accès à l'éducation, à la santé et pour mettre fin à la précarité, à la pauvreté, à l'exploitation et à la guerre.

Le 1^{er} mai est l'expression annuelle des revendications des travailleurs dans le monde.

Sa légitimité, devenue une institution annuelle et pérenne, s'est construite par les luttes des travailleurs depuis des décennies contre les grandes familles industrielles et commerciales aidées par la grande bourgeoisie financière mondialisée qui se sont accaparés et s'accaparent encore pour leurs intérêts particuliers et leurs fortunes personnelles, la quasi-totalité des richesses créées par le travail des salariés.

LEÇON DE PÊCHE CHEZ LES RICHES...



Aujourd'hui, moins de 10 % des habitants de notre planète s'accaparent 83 % des richesses mondiales estimées à 240 900 milliards de dollars. Les 85 plus grosses fortunes du monde possèdent autant que 3,5 milliards de femmes et d'hommes les plus pauvres.

En France, les **Arnault** (LVMH), **Bettencourt** (L'Oréal), **Mulliez** (Groupe Auchan), **Puech** (Hermès International Luxe), **Dassault** (Dassault Aviation et systèmes, Le Figaro, Thalès, Véolia...), **Pinault** (Kering distribution luxe, anciennement Pinault-Printemps-Redoute), **Bolloré** (Bolloré transport, médias), **Castel** (groupe Castel boissons), **Wertheimer** (Chanel Luxe), et **Niel** (ILIAD

Télécoms), accumulent 135 milliards d'euros de fortunes professionnelles.

Ces dix dirigeants de grands groupes d'entreprises de l'industrie ou du commerce ont engrangé 30 milliards de profits nets supplémentaires en un an.

Quant à Mr Pierre Gattaz le patron des patrons, président du MEDEF, possède 87 % de Radiall électronique. Il est classé 341^{ème} fortune de France avec 125 millions d'euros. C'est sans doute pour cela qu'il préconise toute honte bue l'instauration temporaire d'un sous Smic pour les jeunes ou les personnes en réinsertion d'emploi après une période de chômage.

Le patron des patrons n'a plus de limite dans ces injonctions au gouvernement. Il faut dire qu'il y est encouragé par un nouveau premier ministre qui est plus à l'écoute du monde des entreprises que du monde du travail.

En effet, Valls accorde :

➤ **la suppression** de la contribution sociale de solidarité, soit un cadeau de 5 à 6 milliards d'euros par an aux grands groupes,

➤ **la suppression** de la surtaxe d'impôt sur les sociétés qui s'applique aux seuls grands groupes, soit un autre cadeau de 2,3 milliards d'euros par an, .../..

➤ **la diminution** du taux nominal de l'impôt sur les sociétés qui concerne toutes les entreprises de 33,33 % à 32 % en 2017 puis à 28 % en 2020,

➤ **des allègements** de 10 milliards d'euros pour les entreprises par la suppression des cotisations sociales pour les salaires au niveau du Smic, puis dégressivement jusqu'à 1,6 Smic dès le 1^{er} janvier 2015,

➤ **en 2016 de nouveaux allègements** des cotisations sociales seront accordés aux entreprises pour les salaires entre 1,6 et 3,5 Smic, de plus les cotisations sociales de la branche famille seront réduites de 1,8 %.



ET POUR LES SALARIÉS ? Un tour de passe-passe de l'illusionniste Valls, consiste à nous faire croire à une augmentation salariale d'une quarantaine d'euros/mois pour les salaires inférieurs à 1,3 Smic, soit 1900 €/mois. Dans la réalité, il n'en est rien puisqu'il s'agit d'un transfert du salaire socialisé (l'équivalent des cotisations sociales salariées) vers le salaire net.

C'est encore un cadeau aux entreprises qui pourront geler les salaires alors que les salariés

auront l'impression d'être augmentés, puisque le net progressera.

Mais ce « pseudo » gain se fera au détriment du financement de la sécurité sociale qui répercutera ce manque par une baisse de ses prestations, de ses remboursements et un transfert aux complémentaires de santé qui augmenteront leurs tarifs d'adhésion. Par ailleurs, le gouvernement annonce la suppression de la prime pour l'emploi qui concerne les bas salaires.

**DONC AU TOTAL : GAIN APPARENT = PERTE RÉELLE POUR LES SALARIÉS.
C'est une attaque sans précédent contre notre système de sécurité sociale.**

A cela s'ajoutent les 50 milliards d'économies sur les dépenses publiques de 2015 à 2017 :

- Moins 19 milliards pour l'Etat et ses agences,
- Moins de 10 milliards pour les collectivités locales,
- Moins 10 milliards pour l'assurance maladie,
- Moins 11 milliards sur les prestations sociales

Au final, le gouvernement Valls comme le gouvernement Ayrault et précédemment Fillon, affirme une politique libérale d'austérité contre le monde du travail tout à fait dans les recommandations de la commission européenne aux ordres des grands groupes industriels et financiers.

Le pacte de responsabilité et celui dit « de solidarité », masquent difficilement leurs objectifs de casse des « conquêtes sociales » gagnées de haute lutte depuis près de 80 ans : congés payés, réduction du temps de travail, fin du travail des enfants, droit des femmes, augmentation générale des salaires, Code du Travail et conventions collectives, statut des fonctionnaires, accès aux soins et à l'éducation pour tous, allocations familiales, retraites, Sécurité Sociale, inspection du travail et médecine du travail, droits syndicaux dans l'entreprise, mise en place des délégués du personnel et des Comités d'Entreprise, création d'EdF/GdF et de la SNCF publics, etc.

Pour la Cgt, il faut passer à une riposte avec l'ensemble des salariés, des retraités, des

jeunes et des chômeurs. Nous devons porter des revendications fortes pour sortir de cette impasse en répondant aux attentes des travailleurs et s'émanciper de la dictature du capital !

Revendiquons la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général par l'éviction des grands groupes industriels et financiers de la direction de l'économie.

Revendiquons le contrôle, la gestion des productions par la participation des travailleurs salariés à la direction des entreprises pour décider des investissements, dans la formation professionnelle continue, la recherche, les effectifs et les salaires.



**PLUS QUE JAMAIS PARTICIPONS ENSEMBLE AU 1^{ER} MAI, JOUR
D'EXPRESSION DES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS
POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET LA PAIX DANS LE MONDE !**